



## Éditorial

septembre 2014

*Notre pays s'enfonce dans une crise économique sans précédent qu'il n'a pas connue depuis longtemps et il doit faire face, de surcroît, à une crise politique sérieuse qui pourrait affaiblir l'exécutif. Pendant ce temps-là, la situation internationale, plutôt préoccupante, confirme ce que notre dernier éditorial rappelait, à savoir que le monde est régi par les rapports de force et que finalement le dernier mot revient à celui qui dispose des moyens d'imposer sa volonté, au besoin par la violence, voire la barbarie pour certains aujourd'hui.*

*Il semble cependant, que nos élites politiques ne soient préoccupées que par leur maintien ou leur retour au pouvoir – c'est l'image qu'ils donnent – oubliant la mission qui leur a été ou qui leur est **dévolue** par le peuple qui les charge d'œuvrer pour le bien commun, de défendre les intérêts de la France et d'assurer la sécurité de ses citoyens. Pourtant, le péril ne fait que croître que ce soit à l'extérieur ou que ce soit sur notre propre territoire, péril non seulement sous-évalué, voire ignoré par ces élites politiques, mais péril curieusement occulté par une grande partie des médias incapables, semble-t-il, d'accorder la priorité de leurs investigations et de leurs réflexions aux sujets de fond qui dérangent et qui menacent notre avenir.*

***Le premier danger qui menace la paix avec la tension entre l'Ukraine et la Russie** est consécutif à un enchaînement de fautes politiques commises pendant les vingt-cinq dernières années par les vainqueurs de la Guerre froide (maintien de l'OTAN après la dissolution du Pacte de Varsovie, élargissement de l'OTAN vers l'Est jusqu'aux portes mêmes de la Russie, absence de vision politique, notamment de l'Union européenne, qui aurait pu favoriser une nouvelle relation et un rapprochement avec la Russie, reconnaissance de l'indépendance autoproclamée du Kosovo, cœur historique de la Serbie, mauvaise gestion des relations avec Kiev par l'Union européenne...). Notre précédent éditorial développait les raisons qui ont conduit à la situation actuelle. Le président russe, Vladimir Poutine, a indéniablement remporté la première partie par "échec et mat" avec l'annexion de la Crimée. Il sait que les États-Unis ne souhaitent pas une nouvelle Guerre froide, pas plus d'ailleurs que l'Union européenne qui est incapable aujourd'hui d'exercer la moindre gesticulation militaire crédible face à la Russie. On peut penser que le président russe souhaite pousser son avantage dans cette seconde partie, mais sans aller jusqu'à la confrontation armée, car il connaît les limites à ne pas dépasser. On devrait donc s'acheminer progressivement vers l'acceptation forcée par Kiev, au mieux d'une autonomie substantielle accordée à cette région de l'Ukraine objet des tensions actuelles, au pire à l'établissement d'un nouvel État, les forces armées ukrainiennes n'ayant pas été capables d'y rétablir sa souveraineté. Et Vladimir Poutine ne pourra que se satisfaire de ce nouveau succès.*

*On ne peut que regretter les atermoiements et l'absence de réelles initiatives pour engager des discussions directes avec le président russe de la part des responsables européens, et en particulier de la France. Pourtant, en 2008, le président de la République, la France présidant l'Union européenne, avait su, par sa détermination et son initiative, contribuer au relâchement des tensions et à l'apaisement d'une situation explosive entre la Russie et la Géorgie.*

***Le second péril** est double et, de loin, le plus préoccupant. Il est représenté, d'une part par **l'instauration de ce califat avec l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL) qui menace non seulement la paix mais notre civilisation**, d'autre part par **l'explosion du nombre de djihadistes sur notre propre sol**, comme sur celui de nos voisins européens, véritables pions avancés d'un islam radical conquérant dont il faut être persuadé qu'ils sont **prêts à passer à l'action** chez nous dès que les circonstances le permettront ou qu'un signal sera donné.*

*On a là, d'ailleurs, notamment pour ceux qui refusent encore de voir la réalité, l'illustration concrète de ce qu'est réellement le projet de ceux qui se réclament de l'islam qui, depuis le VII<sup>ème</sup> siècle, dès la mort du prophète Mahomet en 632, n'a su se propager dans le monde que par la violence et la barbarie. Comment, en effet, expliquer qu'à peine un siècle après la disparition du prophète ces fous de Dieu étaient stoppés dans leurs conquêtes à Poitiers par Charles Martel à des milliers de kilomètres de Médine ? Rien n'a changé depuis car leur culture hostile à la connaissance et au progrès les a maintenus dans l'ignorance et le fanatisme, et l'EIIL qui s'appelle désormais l'EI (l'État islamique) dès lors que ses visées mondiales sont affichées, le confirme aujourd'hui. D'ailleurs, qui dans le monde musulman a condamné fermement cette nouvelle terreur, ce fascisme vert qui s'étend de jour en jour et qui égorge, décapite, crucifie, éventre, massacre des innocents au seul prétexte qu'ils ne sont pas musulmans ? Personne parmi les États musulmans pour dénoncer ce qui est en fait un génocide, une épuration ou un nettoyage ethnique et religieux, un crime contre l'humanité exercé contre les chrétiens, les yazidis ou les kurdes. Bien au contraire, le Qatar vient de recruter 5000 combattants en Afrique du Nord pour renforcer les rangs djihadistes en Irak et en Libye. Personne pour dénoncer tout cela, à quelques exceptions près et encore très*

*timidement, parmi les musulmans qui vivent dans nos pays européens et notamment en France, car, en fait, le musulman fait partie d'une communauté, l'oumma, dont il se sent solidaire et non pas d'un État quel qu'il soit. Les frontières n'existent pas pour l'oumma. Et surtout en Europe, il est musulman avant d'être français, allemand, britannique, espagnol ou italien. C'est ainsi que l'EI fait des émules et la zone comprise entre le Mali et la Somalie, en passant notamment par la Libye et le Nigéria, étend dorénavant sa zone d'influence et d'action. Alors, pourquoi refuser de reconnaître ce que prescrit le Coran et qui est clamé haut et fort par ces barbares devant les caméras, à savoir l'instauration par la force de la Charia sur les territoires conquis, avec comme conséquence pour les non-musulmans, soit la conversion, soit le paiement de l'impôt et la servitude pour les croyants, soit l'exode ou la mort, c'est à dire l'application littérale de leur texte sacré ? Cette situation, il faut le dire, nous la devons à nos alliés américains qui ont commis une faute majeure en 2003 en déclenchant cette seconde guerre du Golfe qui a entraîné un véritable chaos dans toute la région. Mais nous ne sommes pas en reste puisque nous avons commis la même faute en Libye où les islamistes font aujourd'hui la loi. Que d'aveuglements de la part des responsables politiques occidentaux !*

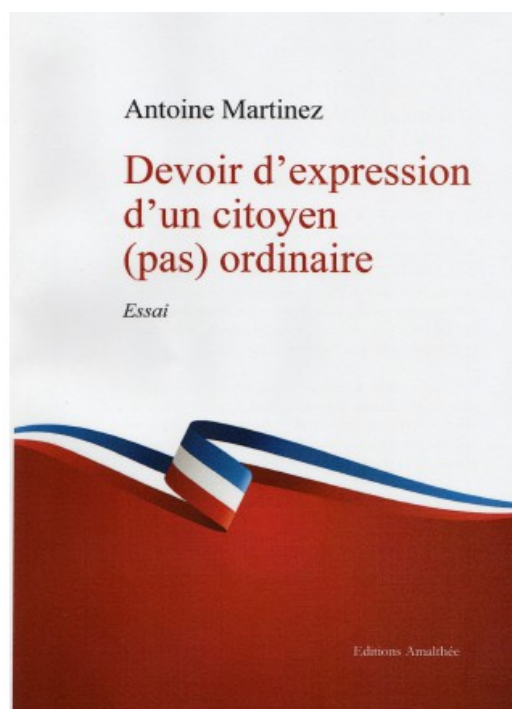
*Que d'aveuglements de la part de NOS responsables politiques depuis quarante ans qui, par des politiques sociales et éducatives insensées et ruineuses pour notre pays, ont permis l'installation massive et incontrôlée sur notre sol de populations exogènes – pour la plupart hostiles à notre culture – qui produisent aujourd'hui des bombes à retardement ! Et la question qui se pose à présent n'est pas de savoir si ces bombes éclateront un jour. Il est trop tard, le ver est dans le fruit. La vraie et seule question est : quand cela se produira-t-il ?*

*Il est, en effet, effarant de constater l'hémorragie à laquelle nous assistons s'agissant des recrutements au djihad et au départ au combat de la part de prétendus français qui exècrent en fait la France mécréante. Depuis plusieurs mois, on livre aux citoyens – avec réticence – des informations déjà inquiétantes en soi mais partielles et en tout état de cause éloignées de la réalité. Les chiffres évoqués depuis plusieurs mois sont à l'évidence sous-évalués car la Direction de la Police de l'air et des frontières évaluait, bien avant la création de l'EI, le nombre de départs pour la Syrie, via la Turquie, à 2 ou 3 chaque jour sur le seul aéroport d'Orly ! Quand on sait l'effet d'attraction que l'instauration de ce califat a provoqué dans nos banlieues, on peut raisonnablement penser que le chiffre de 700 à 800 djihadistes présents en Syrie et en Irak avancé par les médias et les responsables politiques est largement sous-évalué. On a d'ailleurs pu se rendre compte récemment lors des violences commises dans notre pays au cours de manifestations que ce soit pendant la coupe du monde de football avec l'Algérie ou que ce soit par les pro-palestiniens soutenant les palestiniens de la bande de Gaza, de la haine qui habite cette multitude de djihadistes potentiels contre tout ce qui n'est pas musulman, car ils tiennent à conserver et à défendre leur identité, y compris en y laissant leur vie s'il le faut. C'est pourquoi, vouloir intégrer des musulmans, en l'occurrence par millions, dans une société occidentale laïcisée et qui a pour fondement le christianisme reste une utopie. C'est pourquoi nos services de renseignement qui disposent d'informations alarmantes et qui réussissent encore à déjouer un certain nombre d'attentats, et nos services de police seront bientôt dépassés par le nombre. Et nos responsables politiques seraient donc bien inspirés de le comprendre et de l'intégrer dans les mesures indispensables à prendre rapidement avant qu'il ne soit trop tard. Car ces djihadistes qui rentrent dans notre pays sont plus dangereux qu'au moment de leur départ. Ils ont, en effet, participé et souvent commis des exactions terribles, accomplissant leur guerre dans des conditions de sauvagerie et de barbarie extrêmes. Ils rentrent psychologiquement marqués, ravagés mentalement, et sont accueillis en héros par leurs frères. On imagine aisément leur pouvoir pour endoctriner et recruter de nouveaux djihadistes, ainsi que leur capacité à former au maniement des armes et des explosifs, ce qui conduira à des actions terroristes sur notre territoire. Et ces actions, isolées ou coordonnées, pourraient prendre des formes diverses (rappelons-nous Madrid et Londres, il y a une dizaine d'années), y compris – il ne faut surtout pas l'exclure à présent en raison de l'état mental de ceux qui rentrent – des attentats commis par des kamikazes. Alors, nos concitoyens doivent se préparer au pire et se montrer très vigilants.*

*Il est donc urgent d'agir. La première des mesures qui s'impose est de les déchoir de leur nationalité française. Ils en ont une seconde à laquelle ils ont d'ailleurs fait allégeance. La deuxième est de les empêcher de rentrer par tous les moyens ; c'est vital pour la sécurité de nos concitoyens. La troisième doit porter sur la suppression de la double-nationalité (incompatible d'ailleurs quand on assume des fonctions liées au service de l'État ou à la représentation nationale) et sur la révision complète de notre code de la nationalité. Une quatrième doit viser à réduire drastiquement les aides sociales qui jouent le rôle de pompe aspirante. Une cinquième, enfin, doit s'atteler à une révision complète de notre politique d'immigration. Alors certains s'empresseront d'objecter que ces mesures ne sont pas conformes au droit. On leur rétorquera que si le droit existe, et c'est tant mieux, c'est qu'il suppose l'existence d'une volonté, d'une unité politique déjà constituée. La politique préexiste au droit qui n'est qu'un outil avec, certes, ses contraintes morales. Mais le droit est élaboré pour faciliter l'action politique en lui conférant la légitimité et l'État a le devoir de protéger ses citoyens. Nos gouvernants et les représentants du peuple ont donc le devoir de faire évoluer le droit, si besoin, pour sauver des vies.*

## SOMMAIRE

Introduction
Le politique
Le politiquement correct
La mondialisation
Vers le désastre programmé
L'immigration extra-européenne
Des mesures insensées qui aggravent la situation
L'école et son environnement : état d'urgence
Des mesures conservatoires urgentes
Le débat sur l'identité nationale
Un constat dramatique qui interpelle le citoyen
Les ambiguïtés de la gauche française
L'islam, une menace pour la Nation et pour la démocratie
Notre engagement en Afghanistan
Le problème de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne
Conclusion



L'unité de la nation française est mise en sérieux danger en raison de la fracture identitaire qui ronge insidieusement le peuple français. Trois facteurs interagissent depuis plusieurs décennies : le manque de clairvoyance, de lucidité et de courage des responsables politiques ; le règne du politiquement correct qui terrorise notre liberté d'expression ; la mondialisation qui a mis à mal le sens du collectif. C'est pourquoi l'avenir de notre société est menacé.

Cette situation désastreuse, amplifiée par une immigration extra-européenne massive dont la culture et la religion invalident tout espoir d'intégration, est aggravée par des mesures sociales insensées adoptées ces dernières années, par la politique contestable de l'Éducation nationale depuis plusieurs décennies et par la suspension du service militaire non remplacé.

Les citoyens attachés à leurs racines, aux valeurs qui ont fait de la France une grande nation, héritiers d'une Histoire et d'une culture, ne peuvent plus rester silencieux face à l'imprévoyance et au laxisme de leurs responsables politiques : Antoine Martinez se fait leur porte-parole.

***Editions Amalthée 238 pages - 19,80 €***